

Brochure n° 3215

Convention collective nationale

IDCC : 1267. – **PÂTISSERIE**
(13^e édition. – Août 2005)

AVENANT N° 55 DU 8 SEPTEMBRE 2005
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : *ASET0551129M*
IDCC : 1267

Entre :

La confédération nationale de la pâtisserie, confiserie, chocolaterie,
glacerie de France ;

La confédération nationale des glaciers de France,

D'une part, et

La FGTA-FO ;

La FNAA-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent avenant n° 55 annule et remplace l'avenant n° 50 sur la formation professionnelle.

Compte tenu de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004, les partenaires sociaux ont conclu le présent avenant sur la formation professionnelle.

Les stipulations suivantes constituent l'avenant n° 55 à la convention collective nationale de la pâtisserie.

Elles complètent le chapitre V intitulé « Apprentissage. – Formation professionnelle » de cette même convention collective nationale.

Article 2

Contrats de professionnalisation

Bénéficiaires

Le contrat de professionnalisation s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans révolus désirant compléter leur formation initiale et aux demandeurs d'emploi de 26 ans et plus pour acquérir une qualification reconnue en vue de favoriser leur insertion ou leur réinsertion professionnelle.

Ils sont destinés, notamment, aux publics en reconversion et/ou inscrits aux ASSEDIC ainsi qu'aux publics de niveau III désireux de s'insérer dans la profession.

Durée du contrat

L'action de professionnalisation qui fait l'objet d'un contrat à durée déterminée ou l'action de professionnalisation qui se situe au début d'un contrat à durée indéterminée est d'une durée minimale comprise entre 6 et 12 mois.

Cette durée peut être portée jusqu'à 24 mois, notamment pour les personnes sorties du système éducatif sans qualification professionnelle reconnue ou lorsque la nature des qualifications visées l'exige, notamment les diplômes de l'éducation nationale, et plus généralement tout diplôme reconnu par l'Etat, les titres du ministère du travail et tous autres titres d'Etat, les brevets techniques de métiers ainsi que les certificats de qualification professionnelle CQP validés par la branche.

Nature des qualifications

La formation dispensée aux bénéficiaires intègre toutes les évolutions techniques, technologiques, informatiques, commerciales de la profession.

Durée de la formation

L'employeur s'engage à assurer une formation d'une durée minimale égale à 15 % de la durée totale du contrat, sans être inférieure à 150 heures, et d'une durée maximale égale à 25 % de la durée totale du contrat ou, pour les contrats à durée indéterminée, de 15 % à 25 % de la période de professionnalisation.

La durée des actions peut être portée au-delà de 25 % de la durée totale du contrat lorsque la nature et la durée de la formation l'exigent, notamment pour les jeunes n'ayant pas achevé un second cycle de l'enseignement secondaire et qui ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel ou pour ceux qui visent des formations diplômantes.

Article 3

Périodes de professionnalisation

Bénéficiaires

Les périodes de professionnalisation sont ouvertes aux salariés en contrat de travail à durée indéterminée visés par l'article L. 982-1 du code du travail, à la condition que leur qualification soit insuffisante au regard de l'évolution des technologies et de l'organisation du travail.

Objectifs des actions de formation

Outre les formations visées par l'article L. 900-3 du code du travail, la période de professionnalisation a pour objet de permettre l'adaptation des bénéficiaires aux nouvelles techniques, aux nouvelles technologies et aux pratiques commerciales et informatiques de la profession.

Article 4

Droit individuel à la formation

Durée

Le plafond annuel du droit individuel à la formation est de 22 heures pour les salariés à temps complet.

Pour les salariés à temps partiel et les salariés en contrat à durée déterminée, la durée de formation acquise est calculée *pro rata temporis*.

Mise en œuvre du droit individuel à la formation pendant l'exécution du contrat de travail

Les actions de formation se déroulent en dehors du temps de travail.

Article 5

Application du présent avenant

Dans la mesure où des dispositions de caractère législatif ou réglementaire complèteraient ou modifieraient la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004, les partenaires sociaux s'engagent à réexaminer les conséquences que pourraient avoir ces dispositions nouvelles sur celles prévues au présent accord.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère de l'emploi et de la solidarité.

Fait à Paris, le 8 septembre 2005.

(Suivent les signatures.)